

★

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2013

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

★

CHAPITRE 04

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

★

VERSION FRANCAISE

★

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE	5
------------------	---

PREMIERE PARTIE:SYNTHESE DE LA STRATEGIE	7
--	---

1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES	9
2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE	10
3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES	10
3.1. BILAN TECHNIQUE	10
3.2. BILAN FINANCIER	10
3.3. PERSPECTIVES	10
4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE	11
5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES	11

DEUXIEME PARTIE:CONTENU DES PROGRAMMES	15
--	----

6. PROGRAMME 046: DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	19
6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
6.2. STRATÉGIE PROGRAMME	21
6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	22
6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	23
7. PROGRAMME 047: ADMINISTRATION ET MODERNISATION DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	25
7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
7.2. STRATÉGIE PROGRAMME	27
7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	28
7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	30

ANNEXE

TABLEAU DE BUDGETISATION

La loi 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat a mis en place un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de gestion publique. Cette nouvelle constitution financière destinée à remplacer l'Ordonnance de 1962, consacre la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) par l'institutionnalisation du budget programme.

Conscient de l'ampleur des changements amorcés, le législateur a prévu une mise en oeuvre progressive de cette loi qui doit entrer en vigueur dans l'intégralité de ses dispositions le 1er janvier 2013, date à laquelle est abrogée l'Ordonnance 62/OF/4 du 07 février 1962 (article 79 de la loi du 26 décembre 2007). Dans le respect de ces dispositions, la Circulaire présidentielle sur la préparation du budget 2013 instruit les chefs de départements ministériels de présenter au Parlement un projet de budget dans le nouveau format de budget programme.

Le document qui vous est soumis constitue la réponse de l'Administration à cette exigence de la réforme. Il s'intitule "Projet de Performance des Administrations". Ledit document, qui présente les objectifs de performance pour les trois prochaines années, décline pour chaque programme ouvert: les objectifs, les indicateurs, les cibles ainsi que les moyens nécessaires pour leur mise en oeuvre, en cohérence avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Il comporte trois principales parties :

- la première partie présente la synthèse stratégique, qui fait le point sur l'ancrage des interventions de l'Administration au DSCE, ses performances antérieures en terme d'activités effectivement mises en oeuvre et de moyens déployés à cet effet. Elle présente également les perspectives se rapportant à l'objectif stratégique. Ce dernier constitue le défi majeur à relever à moyen terme ainsi que le fil conducteur et le point de convergence des actions ;

- la deuxième partie traite du contenu des programmes en termes d'actions nécessaires assorties d'objectifs, d'indicateurs et des coûts de réalisation ;

- la troisième partie quant à elle, comporte une annexe présentant le tableau de budgétisation détaillé en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

PREMIERE PARTIE
SYNTHESE DE LA STRATEGIE

1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES

Dans sa volonté de devenir un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035, le Cameroun s'est doté il y a quelques années d'un cadre institutionnel de pilotage de sa stratégie de développement et des outils pour son accompagnement.

C'est ainsi que le DSCE, qui est venu supplanter dès 2009 le DSRP (2003-2008), est devenu le document de référence de la stratégie globale intégrée du développement du pays et un nouveau régime financier instituant le budget programme est adopté en décembre 2007.

Le DSCE centre le développement du Cameroun sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels, la bonne Gouvernance et une gestion stratégique de l'Etat.

S'agissant de la croissance, le pays compte:

- (i) développer les infrastructures pour faciliter les échanges et promouvoir la compétitivité entre les acteurs économiques;
- (ii) développer le secteur social pour améliorer les conditions de vie des populations et disposer d'un capital humain solide, capable de soutenir la croissance économique ;
- (iii) diversifier les échanges commerciaux du Cameroun à travers l'intégration sous régionale et régionale, et la recherche des nouveaux débouchés ;
- (iv) renforcer la politique de financement des investissements pour inscrire la relance économique dans la durée.

S'agissant de l'emploi, le pays compte:

- (i) accroître l'offre d'emplois décents à travers la promotion de l'emploi salarié, de l'auto-emploi et la migration du secteur informel vers le secteur formel;
- (ii) augmenter et diversifier l'offre de formation à travers la création des référentiels de formation, la diversification des modes de formation et des filières de formation en tenant compte des secteurs porteurs, la réduction des disparités dans l'accès à la formation et l'optimisation du rendement interne et externe du système de formation ;
- (iii) améliorer l'efficacité du marché de l'emploi en amenant les entreprises à exprimer leurs besoins en ressources humaines de manière mieux articulée et à travers des circuits formels, en accompagnant les demandeurs d'emplois à bien définir leurs projets professionnels et en assurant une bonne communication sur les tendances et évolutions du marché de l'emploi.

S'agissant de la gouvernance et de l'Etat de droit, le Cameroun compte:

- (i) renforcer l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens ;
- (ii) améliorer l'environnement des affaires ;
- (iii) renforcer la lutte contre la corruption et les détournements de fonds ;
- (iv) améliorer l'information et le contrôle citoyen de la gestion des affaires publiques.

S'agissant de la gestion stratégique de l'Etat, le pays compte:

- (i) approfondir le processus de décentralisation ;
- (ii) poursuivre la modernisation de l'administration publique pour en faire un instrument au service

du développement ;

(iii) optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat pour en réduire le coût et relever son rendement ;

(iv) protéger l'espace économique national par la lutte contre le commerce illicite.

2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE

Le décret N°91/282 du 14 Juin 1991, confère au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, les attributions suivantes : Sous réserve des pouvoirs dévolus par la Constitution au Chef de l'Etat,

a)- il est chargé, suivant l'orientation donnée par le Président de la République :

* de la conduite des affaires de la République ;

* de la fixation des grands objectifs gouvernementaux ;

* de l'impulsion, de l'animation, de la coordination et du contrôle des services de l'Etat.

b)- il veille à la réalisation des programmes d'action des ministères approuvés par lui et impartis aux chefs de départements ministériels;

c)- il coordonne la préparation des actes législatifs et réglementaires à soumettre à la sanction du Président de la République, les projets de loi à soumettre à l'Assemblée nationale;

d)- il veille au respect de la légalité des décisions gouvernementales ;

e)- il prépare les conseils ministériels et assure la publication des décisions desdits conseils ;

Il préside les conseils de cabinet, les réunions interministérielles et tous les comités et conseils spéciaux à l'exception du conseil supérieur de la défense nationale, du conseil supérieur de la magistrature, du comité interministériel des relations internationales.

3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

3.1 BILAN TECHNIQUE

D'une manière générale, sur la période 2010-2012, les crédits alloués au titre du budget d'investissement ont financé essentiellement les constructions des bâtiments dont un R+3 en cours d'achèvement, l'acquisition des véhicules de fonction, le mobilier de bureau et le financement des instances dédiées aux activités de coordination de l'action gouvernementale. Globalement, le pourcentage d'utilisation des crédits du BIP/SPM se situe autour de 100%. Par contre, le budget de fonctionnement, pour une grande part, a servi à couvrir les dépenses courantes de fonctionnement et celle de souveraineté. Il convient de dire que les crédits alloués à ce niveau, reste en deçà des contraintes inhérentes aux actions à réaliser.

3.2 BILAN FINANCIER

A l'analyse des données, il est constant d'observer que le budget d'investissement est resté presque toujours le tiers du budget global alloué sur les trois dernières années, alors que le budget de fonctionnement va relativement « crescendo », excepté en 2011 où il a connu une baisse sensible en raison du resserrement de la dépense publique au niveau national, ce qui a justifié l'arrimage du budget 2011 aux contraintes révélées par le collectif budgétaire intervenu en 2010.

3.3 PERSPECTIVES

Compte tenu de ce que l'année 2013 sera marquée du sceau de l'implémentation des « Grandes

Réalisations » prescrites par le Chef de l'Etat (projets hydroélectriques, routiers, ferroviaires, portuaire et habitat), dont les Services du Premier Ministre veillent à la mise en oeuvre et au suivi quotidien, il faudrait prévoir des moyens conséquents pour toutes ces activités. En outre, la nécessité d'amélioration du cadre et des conditions de travail des personnels des SPM commande que les crédits alloués aux dépenses communes soient sensiblement augmentés. De plus, la spécificité des missions dévolues aux SPM, qui faut-il le rappeler sont une administration de souveraineté, nécessite que le Cabinet du PM/CG soit doté de moyens conséquents.

4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

Dans le cadre de sa vision de développement à long terme, le Gouvernement camerounais, sous la Très Haute impulsion du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, s'est doté il y a quelques années d'un cadre institutionnel de pilotage de sa stratégie de développement (Document de Stratégie pour la Croissance et de l'Emploi) et des outils pour son accompagnement.

A cet égard, le DSCE, qui est venu supplanter dès 2009 le DSRP (2003-2008) en raison du fait que le profil général de croissance est resté en retrait du niveau espéré pour réduire la pauvreté, constitue le référentiel majeur de l'action des pouvoirs publics pour poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. C'est en quelque sorte le document de référence de la stratégie globale intégrée du développement du pays, dont la mise en oeuvre satisfaisante interpelle tous les acteurs de la vie publique au Cameroun.

Dans ce contexte, le Gouvernement est directement interpellé pour assurer la promotion de la gouvernance publique à tous les échelons de la vie de la Nation, sous la très haute impulsion du Chef de l'Etat. Cela induit inévitablement la prise des mesures fortes pour moderniser la gestion des finances publiques.

C'est ainsi que depuis la promulgation de la loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat, dont l'entrée en vigueur intégrale est prévue le 1er janvier 2013, le Gouvernement camerounais est entré dans une nouvelle ère de rationalisation de la gestion des finances publiques, qui consacre notamment le passage d'une gestion budgétaire jadis assise sur une « logique de moyens », vers un nouveau paradigme budgétaire orienté vers « les résultats ».

Désormais, les budgets programmes qui en découlent reposent sur un certain nombre d'outils de planification, notamment le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), qui est un instrument de programmation financière pluriannuelle intégrant à la fois les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement.

Les Services du Premier Ministre, à l'instar des autres administrations, ne dérogent pas à cette nouvelle exigence. En tant qu'administration publique spécifique, ces Services accompagnent le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, dans la mise en oeuvre effective de la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République.

5. PRÉSENTATION DU CADRE STRATÉGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

La mise en oeuvre du programme 1 opérationnel nécessite la participation des acteurs suivants compte tenu de leurs positions au sein des organes en charge de l'animation des activités qui constituent l'essentiel de ce programme.

Il s'agit entre autres, des secrétaires permanents, des présidents des comités, des responsables des secrétariats techniques et des structures opérationnelles du Secrétariat Général (Divisions et directions).

La mise en oeuvre du programme 2 nécessitera une implication forte des structures opérationnelles du SG/PM (les Divisions, les Directions, les Comités et Groupes de travail) et les

Structures rattachées.

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 046

DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE						
Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau Ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE	S'assurer de la mise en œuvre des lois et règlements de la République	Nombre de réunions de coordination tenues avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations	0.0	100.0	
02	PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACTION ÉCONOMIQUE	S'assurer de la mise en œuvre réussie des programmes conclus avec les bailleurs de fonds, du suivi de l'évolution de l'économie, du marché monétaire, de la mise en œuvre des infrastructures techniques et du pilotage du secteur industriel et commercial	Nombre de réunions de coordination et de réunions des Comités tenus avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations.	0.0	100.0	
03	PILOTAGE ET SUIVI DES ACTIVITÉS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE, À L'ÉDUCATION, AU SPORT, AU SOCIAL ET À LA CULTURE	S'assurer de la mise en œuvre réussie des programmes conclus avec les bailleurs de fonds l'évolution des activités liées à la santé, à l'éducation, à la culture et au secteur social	Taux de réunions de coordination et de réunions des Comités tenus avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations.	60.0	90.0	
04	GESTION DE LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS DES SPM	Assurer le paiement des salaires des agents publics en poste au SPM	Salaires payés	90.0	100.0	

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 047

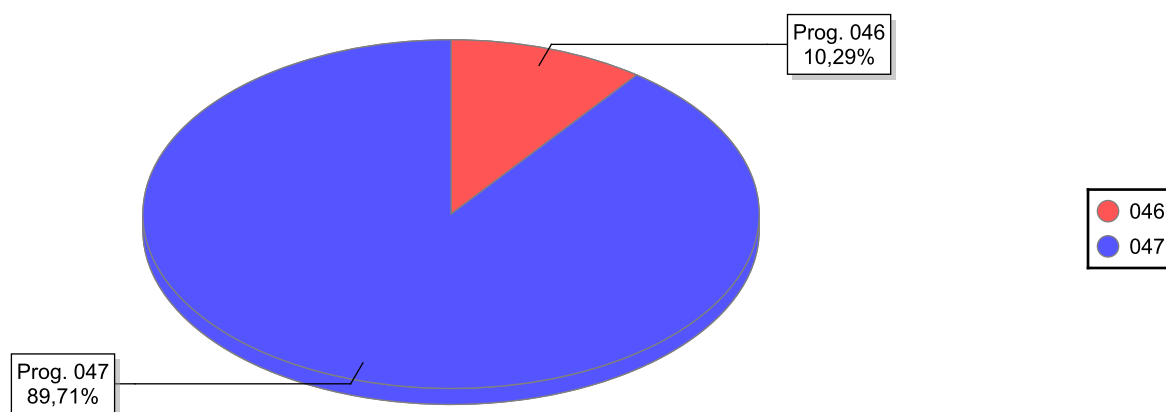
ADMINISTRATION ET MODERNISATION DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE						
Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau Ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	Rénover l'environnement de travail	Nombre d'infrastructures aménagés ou construits	2.0	10.0	
02	MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS	Se doter d'outils de travail performants	Taux de personnel disposant d'un matériel adéquat	30.0	80.0	
03	FONCTIONNEMENT DES SERVICES	Assurer les charges de fonctionnement des Services	Taux de consommation des ressources allouées au fonctionnement des Services	75.0	100.0	
04	MOTIVATION DU PERSONNEL	Octroyer une contrepartie réglementaire au travail du personnel	Nombre d'avantages réglementaires octroyés	2.0	7.0	
05	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES	Promouvoir une ressource humaine de qualité	Pourcentage de personnel formé	10.0	70.0	
06	RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES SERVICES	Faciliter la communication et le partage d'informations dans les services	Nombre de solutions déployées	20.0	80.0	
07	DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE	Optimiser les interventions des Services du Premier Ministre	Nombre d'interventions en rapport avec les sollicitations	60.0	80.0	

DEUXIEME PARTIE
CONTENU DES PROGRAMMES

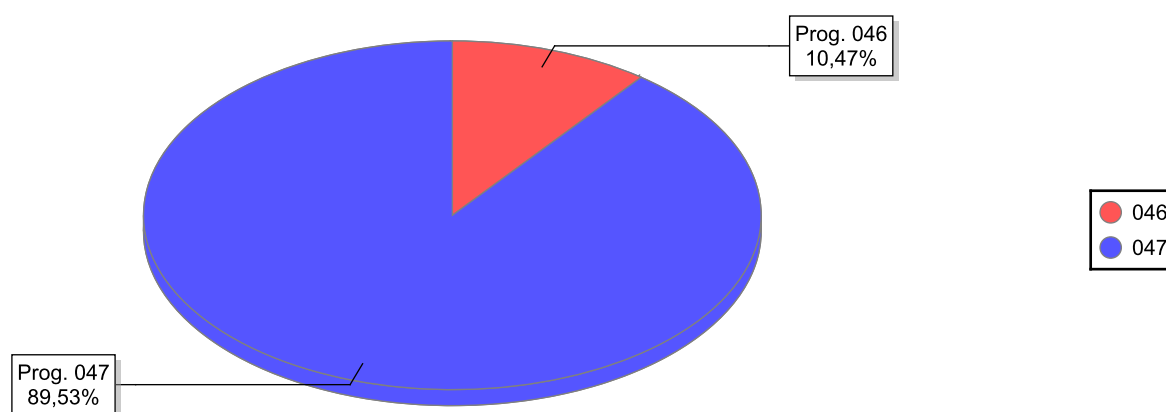
REPARTITION DES CREDITS DU CHAPITRE

Numéro et intitulé du programme		Dépenses courantes		Dépenses en Capital		Total	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
046	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	1 498 130 000	1 498 130 000	0	0	1 498 130 000	1 498 130 000
047	ADMINISTRATION ET MODERNISATION DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	10 013 870 000	10 013 870 000	3 050 000 000	2 800 000 000	13 063 870 000	12 813 870 000
Total		11 512 000 000	11 512 000 000	3 050 000 000	2 800 000 000	14 562 000 000	14 312 000 000

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT



CREDITS DE PAIEMENT



6. PROGRAMME 046

DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION
GOUVERNEMENTALE

RESPONSABLE DU PROGRAMME

6.1 PRESENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Veiller à la réalisation optimale des programmes gouvernementaux en vue de la mise en œuvre de la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre de réunions de coordination tenues avec rapports adressés au Premier Ministre.	%	2013	0	2015	100

RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01 AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE

ACTION 02 PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

ACTION 03 PILOTAGE ET SUIVI DES ACTIVITÉS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE, À L'ÉDUCATION, AU SPORT, AU SOCIAL ET À LA CULTURE

ACTION 04 GESTION DE LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS DES SPM

6.2 STRATEGIE PROGRAMME

Le renforcement de la gouvernance indispensable pour accompagner les stratégies de développement vise à permettre au Cameroun de disposer d'un leadership responsable, dynamique, anticipant sans cesse sur les évolutions conjoncturelles et structurelles et ayant mis en place, à tous les niveaux de responsabilité, les principes de gestion axée sur la recherche de la performance. Le Cameroun deviendra alors un pays où le risque d'investissement est très faible, améliorant ainsi son attractivité.

Le programme 1 se décline en trois actions :

- Amélioration de la gouvernance publique;
- Pilotage et suivi de l'action économique;
- Pilotage et suivi des activités liées à la santé publique, à l'éducation, au sport, au social et à la culture

6.3 PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE

OBJECTIF 1 S'assurer de la mise en œuvre des lois et règlements de la République

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre de réunions de coordination tenues avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations	%	2013	0	2015	100

ACTION 02

PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

OBJECTIF 1 S'assurer de la mise en œuvre réussie des programmes conclus avec les bailleurs de fonds, du suivi de l'évolution de l'économie, du marché monétaire, de la mise en œuvre des infrastructures techniques et du pilotage du secteur industriel et commercial

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre de réunions de coordination et de réunions des Comités tenus avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations.	%	2013	0	2015	100

ACTION 03

PILOTAGE ET SUIVI DES ACTIVITÉS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE, À L'ÉDUCATION, AU SPORT, AU SOCIAL ET À LA CULTURE

OBJECTIF 1 S'assurer de la mise en œuvre réussie des programmes conclus avec les bailleurs de fonds l'évolution des activités liées à la santé, à l'éducation, à la culture et au secteur social

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Taux de réunions de coordination et de réunions des Comités tenus avec rapports adressés au Premier Ministre en rapport avec les sollicitations.	%	2013	60	2015	90

ACTION 04

GESTION DE LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS DES SPM

OBJECTIF 1 Assurer le paiement des salaires des agents publics en poste au SPM

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Salaires payés	%	2012	90	2013	100

6.4 PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTIONS

en FCFA

Numéro et intitulé de l'action		Dépenses courantes		Dépenses en Capital		Total	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE	556 000 000	556 000 000	0	0	556 000 000	556 000 000
02	PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACTION ÉCONOMIQUE	420 230 000	420 230 000	0	0	420 230 000	420 230 000
03	PILOTAGE ET SUIVI DES ACTIVITÉS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE, À L'ÉDUCATION, AU SPORT, AU SOCIAL ET À LA CULTURE	20 000 000	20 000 000	0	0	20 000 000	20 000 000
04	GESTION DE LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS DES SPM	501 900 000	501 900 000	0	0	501 900 000	501 900 000
Total		1 498 130 000	1 498 130 000	0	0	1 498 130 000	1 498 130 000

7. PROGRAMME 047

ADMINISTRATION ET MODERNISATION DES SERVICES
INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER
MINISTRE

RESPONSABLE DU PROGRAMME

7.1 PRESENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Améliorer le rendement des services et des structures rattachées

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			Année	valeur	Année	valeur
1	Temps de traitement des dossiers aux Services du Premier Ministre	j	2013	15	2015	3

RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01 MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES

ACTION 02 MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS

ACTION 03 FONCTIONNEMENT DES SERVICES

ACTION 04 MOTIVATION DU PERSONNEL

ACTION 05 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES

ACTION 06 RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES SERVICES

ACTION 07 DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE

7.2 STRATEGIE PROGRAMME

Pour améliorer le rendement des services internes et des structures rattachées, le programme compte jouer sur la motivation du personnel, la modernisation des processus métiers et des systèmes d'information des SPM, et l'amélioration de l'environnement de travail.

La motivation du personnel passera d'abord par une gestion systématique et efficace de leur carrière et de leur solde, une formation continue diversifiée de ce personnel, la mise en place d'un système de transport par bus pour le personnel qui travaille tard, la prise en charge de la santé des personnels et l'octroi progressif de tous les avantages prévus par la réglementation au personnel des administrations de souveraineté.

Un diagnostic organisationnel permettra de préciser et d'améliorer les processus métiers des services internes. L'informatisation permettra d'automatiser ce qui est possible dans ces workflows et la technologie Intranet facilitera la mutualisation des données. Pour optimiser le pilotage des services, des outils d'aide à la décision seront construits et déployés.

Pour améliorer l'environnement de travail, le programme compte d'une part assainir cet environnement à travers le nettoyage quotidien, la mise à la disposition du personnel du matériel de travail en quantité et qualité suffisante. L'équipement du nouveau bâtiment récemment construit pour

résorber la promiscuité actuelle va dans le même sens.

Le programme 2 se décline des actions suivantes:

- Modernisation des infrastructures;
- Moderniser les équipements;
- Fonctionnement des services;
- Motivation du personnel;
- Renforcement des capacités des ressources humaines;
- Renforcement du système d'information et de communication des Services;
- Dépenses de souveraineté des Services du Premier Ministre.

7.3 PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES

OBJECTIF 1 Rénover l'environnement de travail

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre d'infrastructures aménagés ou construits	nb	2012	2	2013	10

ACTION 02

MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS

OBJECTIF 1 Se doter d'outils de travail performants

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Taux de personnel disposant d'un matériel adéquat	%	2012	30	2013	80

ACTION 03

FONCTIONNEMENT DES SERVICES

OBJECTIF 1 Assurer les charges de fonctionnement des Services

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Taux de consommation des ressources allouées au fonctionnement	%	2012	75	2013	100

des Services

ACTION 04**MOTIVATION DU PERSONNEL****OBJECTIF 1** Octroyer une contrepartie réglementaire au travail du personnel

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre d'avantages réglementaires octroyés	nb	2012	2	2013	7

ACTION 05**RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES****OBJECTIF 1** Promouvoir une ressource humaine de qualité

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Pourcentage de personnel formé	%	2012	10	2013	70

ACTION 06**RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES SERVICES****OBJECTIF 1** Faciliter la communication et le partage d'informations dans les services

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre de solutions déployées	%	2012	20	2013	80

ACTION 07**DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE****OBJECTIF 1** Optimiser les interventions des Services du Premier Ministre

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		Année	valeur	Année	valeur
1 Nombre d'interventions en rapport avec les sollicitations	%	2012	60	2013	80

7.4 PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTIONS

en FCFA

Numéro et intitulé de l'action		Dépenses courantes		Dépenses en Capital		Total	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	0	0	1 140 000 000	990 000 000	1 140 000 000	990 000 000
02	MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS	0	0	1 550 000 000	1 450 000 000	1 550 000 000	1 450 000 000
03	FONCTIONNEMENT DES SERVICES	5 224 000 000	5 224 000 000	145 000 000	145 000 000	5 369 000 000	5 369 000 000
04	MOTIVATION DU PERSONNEL	2 004 370 000	2 004 370 000	0	0	2 004 370 000	2 004 370 000
05	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES	439 000 000	439 000 000	0	0	439 000 000	439 000 000
06	RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES SERVICES	161 000 000	161 000 000	190 000 000	190 000 000	351 000 000	351 000 000
07	DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE	2 185 500 000	2 185 500 000	25 000 000	25 000 000	2 210 500 000	2 210 500 000
Total		10 013 870 000	10 013 870 000	3 050 000 000	2 800 000 000	13 063 870 000	12 813 870 000

ANNEXE

TABLEAU DE BUDGETISATION

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Secteur 1	SOUVERAINETE	14 562 000	14 312 000
Fonction 13	Fonctions gouvernementales	14 562 000	14 312 000
Programme 046	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	1 498 130	1 498 130
Action 01	AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE	556 000	556 000
Article 31 00 14	Secretariat du Conseil de Cabinet	17 000	17 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	7 650	7 650
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 400	3 400
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	5 950	5 950
Article 33 00 11	Division des Affaires Publiques et Institutionnelles	25 000	25 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	25 000	25 000
Article 35 00 11	Comité ad hoc de passation des marchés dans les services du Premier Ministre	50 000	50 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	50 000	50 000
Article 35 00 50	Conseil National de la Communication	130 000	130 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	130 000	130 000
Article 35 00 56	Conseil National de la décentralisation	35 000	35 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 000	35 000
Article 35 00 70	Programme National de la Bonne Gouvernance	130 000	130 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	130 000	130 000
Article 35 00 85	Cellule de Veille et de la Communication Publique	27 000	27 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	27 000	27 000
Article 35 00 91	Comité de pilotage et de suivi de l'exécution des projets prioritaires dans la zone de Bakassi	35 000	35 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 000	35 000
Article 35 00 94	Comité interministériel chargé de la normalisation et de l'harmonisation des symboles officiels de l'Etat	22 000	22 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	22 000	22 000
Article 35 00 96	Comité de suivi de la gestion des véhicules administratifs	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Article 35 00 99	Comité de pilotage et suivi des projets prioritaires dans la zone retrocédée du Lac Tchad	35 000	35 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 000	35 000
Article 35 00 99E	Comité de Modernisation de l'Administration Camerounaise	30 000	30 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	30 000	30 000
Action 02	PILOTAGE ET SUIVI DE L'ACTION ÉCONOMIQUE	420 230	420 230
Article 35 00 55	Conseil Nationale de la Route	30 000	30 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	30 000	30 000
Article 35 00 71	Comité National de Supervision, de la Migration et de la Radiodiffusion analogique au numérique	35 000	35 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 000	35 000
Article 35 00 73	Comité de suivi des activités du Cameroon Business Forum	25 000	25 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	25 000	25 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Article 35 00 74	Comité Interministériel de veille et de suivi de l'approvisionnement en eau et en électricité pendant les périodes d'étiage	25 000	25 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	25 000	25 000
Article 35 00 81	Comité d'élaboration d'une grande plaquette présentant les grands projets du Cameroun	30 000	30 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	30 000	30 000
Article 35 00 82	Comité de lutte contre la crise financière	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Article 35 00 83	Comité stratégique chargé de la mise en oeuvre du contrat de partenariat liant l'Etat du Cameroun à la SOFREPOST pour le redressement de la CAMPOST	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Article 35 00 84	Comité de suivi des activités RIO TINTO et ALLUCAM	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Article 35 00 86	Comité interministériel de supervision et de pilotage du programme de construction, de logement sociaux et d'aménagement de parcelles de terrains constructives	30 000	30 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	30 000	30 000
Article 35 00 88	Comité de coordination et de suivi de la réalisation des projets	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Article 35 00 922	Comité interministériel de suivi du DSCE	45 000	45 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	45 000	45 000
Article 35 00 93	Comité de pilotage "millennium challenge account"	35 000	35 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 000	35 000
Article 35 00 95	Conseil de Régulation et de Compétitivité	35 230	35 230
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	35 230	35 230
Article 35 00 97	Comité de suivi de la mise en oeuvre du plan directeur consensuel des transports en Afrique Centrale (PDCTAC)	15 000	15 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	15 000	15 000
Article 35 00 98	"Prime Minister's Investment Council"	15 000	15 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	15 000	15 000
Article 35 00 99D	Comité ad hoc de facilitation et d'assainissement du processus de privatisation de la société SOCAPALM	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Action 03	PILOTAGE ET SUIVI DES ACTIVITÉS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE, À L'ÉDUCATION, AU SPORT, AU SOCIAL ET À LA CULTURE	20 000	20 000
Article 35 00 89	Comité interministériel de supervision de la prévention et de la lutte contre le trafic des êtres humains	20 000	20 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	20 000	20 000
Action 04	GESTION DE LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS DES SPM	501 900	501 900
Article 31 00 10	Secrétariat Général	501 900	501 900
Paragraphe 6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	339 300	339 300
6217	Indemnités liées au statut général	67 500	67 500
6218	Avantages en nature liés à la fonction	38 100	38 100
6227	Indemnités liées aux statuts particuliers	22 200	22 200

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6228	Avantages en nature liés à la fonction	7 500	7 500
6229	Prise en charge des nouveaux postes à créer	24 600	24 600
6240	Personnel à solde globale	2 700	2 700

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Programme 047	ADMINISTRATION ET MODERNISATION DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	13 063 870	12 813 870
Action 01	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	1 140 000	990 000
Article 21 00 20	Cabinet du Premier Ministre	550 000	400 000
Paragraphe 2203	Aménagement des espaces verts et jardins	15 000	15 000
2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	100 000	100 000
2246	Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'eau	30 000	30 000
2030	Etudes préalables à la construction de bâtiments	10 000	10 000
2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	265 000	115 000
2230	Rénovation, gros entretien de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	80 000	80 000
2246	Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'eau	30 000	30 000
2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	20 000	20 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	90 000	90 000
Paragraphe 2240	Achat, installation et rénovation des équipements des locaux à usage de bureau	50 000	50 000
2243	Acquisition, installations et rénovations des plomberies et sanitaires	40 000	40 000
Article 31 00 11	Cabinet du Secrétaire Général du Premier Ministre	500 000	500 000
Paragraphe 2799	Immobilisations non définies à Répartir	500 000	500 000
Action 02	MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS	1 550 000	1 450 000
Article 21 00 20	Cabinet du Premier Ministre	610 000	510 000
Paragraphe 2240	Achat, installation et rénovation des équipements des locaux à usage de bureau	250 000	150 000
2261	Achats de mobilier de bureau	50 000	50 000
2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	100 000	100 000
2280	Achats de voitures de fonction, de liaison ou de service	200 000	200 000
2281	Achats de véhicules à 2 roues (motos, mobylettes, bicyclettes, etc.)	10 000	10 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	920 000	920 000
Paragraphe 2261	Achats de mobilier de bureau	120 000	120 000
2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	172 500	172 500
2280	Achats de voitures de fonction, de liaison ou de service	600 000	600 000
2281	Achats de véhicules à 2 roues (motos, mobylettes, bicyclettes, etc.)	27 500	27 500
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	20 000	20 000
Paragraphe 2242	Acquisition, montage et rénovations des installations électriques et des générateurs d'électricité	20 000	20 000
Action 03	FONCTIONNEMENT DES SERVICES	5 369 000	5 369 000
Article 21 00 11	Cabinet du Premier Ministre	48 000	48 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	20 000	20 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	9 000	9 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	15 000	15 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	21 00 20	Cabinet du Premier Ministre	523 401	523 401
Paragraphe	2242	Acquisition, montage et rénovations des installations électriques et des générateurs d'électricité	15 000	15 000
	2279	Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels, machines et installations techniques spécifiques à la fonction des services	50 000	50 000
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	188 565	188 565
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	163 836	163 836
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	76 000	76 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	30 000	30 000
Article	21 00 21	Cabinet du Directeur du Cabinet du Premier Ministre	41 922	41 922
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	11 922	11 922
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	6 000	6 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	20 000	20 000
Article	21 00 26	Service de Sécurité du Premier Ministre	40 000	40 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	6 000	6 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	20 000	20 000
Article	27 00 01	Cellule des Affaires Politiques	35 000	35 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	6 000	6 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	15 000	15 000
Article	27 00 03	Cellule des Affaires Financières et Budgétaires	42 000	42 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	15 000	15 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	8 000	8 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	15 000	15 000
Article	28 00 01	Service Intérieur	30 000	30 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	8 000	8 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	13 000	13 000
Article	28 00 02	Service de Protocole	31 000	31 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	12 000	12 000
Article	28 00 03	Cellule de Communication et de Presse	24 000	24 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	5 000	5 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	10 000	10 000
Article 28 00 06	Cellule de Suivi et de prospective du Cabinet	32 000	32 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	13 000	13 000
Article 29 00 00	Dépenses Communes du Cabinet du Premier Ministre	513 511	513 511
Paragraphe 6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	283 511	283 511
6116	Achats de médicaments et de fournitures médicales(formations sanitaires uniquement)	10 000	10 000
6117	Frais d'habillement spécifiques aux activités des services(uniformes, tenues de travail)	22 000	22 000
6161	Entretien ordinaire des bâtiments	88 000	88 000
6162	Entretien des ascenseurs	15 000	15 000
6163	Entretien des installations électriques, climatiseurs, groupes électrogènes, sanitaires et plomberies	35 000	35 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	50 000	50 000
6168	Grosses réparations des bâtiments et nettoyage industriel	3 000	3 000
6175	Fêtes officielles et cérémonies	7 000	7 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	80 000	80 000
Paragraphe 2272	Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels et d'équipements hospitaliers	80 000	80 000
Article 31 00 11	Cabinet du Secrétaire Général du Premier Ministre	785 000	785 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	90 000	90 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	70 000	70 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	60 000	60 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	65 000	65 000
6901	Provisions de fonctionnement	500 000	500 000
Article 31 00 12	Cabinet du Secrétaire Général Adjoint du Premier Ministre	175 000	175 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	45 000	45 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	50 000	50 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	35 000	35 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	45 000	45 000
Article 31 00 14	Secretariat du Conseil de Cabinet	42 182	42 182
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	25 000	25 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 500	4 500
6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	3 682	3 682

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	31 00 15	Conseiller Spécial N°1	15 684	15 684
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 684	3 684
Article	31 00 16	Conseiller Spécial N°2	15 684	15 684
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 684	3 684
Article	31 00 17	Conseiller Spécial N°3	15 684	15 684
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 684	3 684
Article	31 00 18	Conseiller Spécial N°4	15 684	15 684
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 684	3 684
Article	31 00 19	Conseiller Spécial n°5	15 684	15 684
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 684	3 684
Article	31 00 20	Division des marchés publics	32 500	32 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	16 500	16 500
Article	33 00 02	Direction des Affaires Administratives et Requêtes	50 682	50 682
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	28 000	28 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	10 000	10 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	3 682	3 682
Article	33 00 11	Division des Affaires Publiques et Institutionnelles	45 070	45 070
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	25 000	25 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 500	2 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	5 600	5 600
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	11 970	11 970
Article	33 00 12	Division de l' Economie des Programmes et du Budget	39 000	39 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	25 000	25 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
Article	33 00 14	Division de l'Industrie du Commerce et du Tourisme	18 900	18 900
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	33 00 15	Division des Affaires Agricoles, Forestières et Environnementales	18 000	18 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	33 00 16	Division des Infrastructures et des Affaires Techniques	18 900	18 900
Paragraphe	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	33 00 17	Division des Affaires Sociales	18 900	18 900
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	33 00 18	Division de l'Enseignement et de la Recherche	18 900	18 900
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	33 00 19	Division de la Culture, de la Communication et des Sports	16 900	16 900
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Article 33 00 20	Division de l'Analyse Economique et de la Prospective	16 000	16 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	366 141	366 141
Paragraphe 6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	10 000	10 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	70 000	70 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	54 000	54 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	15 000	15 000
6110	Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres	25 000	25 000
6116	Achats de médicaments et de fournitures médicales(formations sanitaires uniquement)	57 141	57 141
6117	Frais d'habillement spécifiques aux activités des services(uniformes, tenues de travail)	15 000	15 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	20 000	20 000
6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	20 000	20 000
6133	Frais de relève	30 000	30 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	30 000	30 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	20 000	20 000
Article 34 00 11	Service de Reprographie	27 000	27 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	20 000	20 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
Article 34 00 12	Service du personnel	16 000	16 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article 34 00 13	Service de la Documentation	7 500	7 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 500	2 500
Article 34 00 14	Service du Budget et du Matériel	45 000	45 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	15 000	15 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	12 000	12 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	12 000	12 000
Article 34 00 16	Sport et Loisir	16 000	16 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Paragraphe 6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	16 000	16 000
Article 34 00 80	Direction de la Traduction et Interprétation	31 000	31 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	21 000	21 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 000	4 000
Article 34 00 90	Direction du Courrier Gouvernemental et Archives	57 000	57 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	34 000	34 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	8 000	8 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	5 000	5 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	10 000	10 000
Article 35 00 923	Comité de la chaîne PPBS	90 000	90 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	90 000	90 000
Article 38 00 01	Services des Ressources Humaines Bureau des Missions	9 000	9 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	5 000	5 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article 38 00 03	Cellule de Suivi du Secrétariat Général	27 100	27 100
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	3 100	3 100
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	10 000	10 000
Article 38 00 04	Cellule Informatique	25 400	25 400
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	15 000	15 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 900	2 900
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 500	4 500
Article 39 00 00	Dépenses Communes du Secrétariat Général du Premier Ministre	1 836 671	1 836 671
Paragraphe 6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	55 000	55 000
6119	Achats de petits matériels et fournitures techniques spécifiques à la fonction	30 000	30 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	86 500	86 500
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	70 000	70 000
6103	Achats de mobilier de bureau	20 000	20 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	55 000	55 000
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	75 000	75 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	15 000	15 000
6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	280 000	280 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6141	Abonnements et consommations d'eau	237 000	237 000
6142	Abonnements et consommations d'électricité	62 000	62 000
6161	Entretien ordinaire des bâtiments	40 000	40 000
6163	Entretien des installations électriques, climatiseurs, groupes électrogènes, sanitaires et plomberies	30 000	30 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	60 000	60 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	16 441	16 441
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	45 000	45 000
6172	Indemnités de mission à l'étranger	180 000	180 000
6175	Fêtes officielles et cérémonies	30 000	30 000
6181	Abonnements et consommations de téléphone, fax, telex, téléphones portables,	414 000	414 000
6274	Rémunération des agents de maison	3 000	3 000
6293	Primes d'alimentation	13 730	13 730
6712	Frais funéraires	12 000	12 000
6901	Provisions de fonctionnement	7 000	7 000
Action 04	MOTIVATION DU PERSONNEL	2 004 370	2 004 370
Article 29 00 00	Dépenses Communes du Cabinet du Premier Ministre	296 852	296 852
Paragraphe 6261	Heures supplémentaires	38 352	38 352
6262	Gratifications	5 000	5 000
6265	Indemnités de billettage	1 500	1 500
6268	Primes pour travaux spéciaux	25 000	25 000
6269	Primes spécifiques	227 000	227 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	1 171 100	1 171 100
Paragraphe 6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	133 700	133 700
6218	Avantages en nature liés à la fonction	88 900	88 900
6227	Indemnités liées aux statuts particuliers	51 800	51 800
6228	Avantages en nature liés à la fonction	17 500	17 500
6229	Prise en charge des nouveaux postes à créer	57 400	57 400
6240	Personnel à solde globale	6 300	6 300
6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	658 000	658 000
6217	Indemnités liées au statut général	157 500	157 500
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	50 000	50 000
Paragraphe 6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	50 000	50 000
Article 39 00 00	Dépenses Communes du Secrétariat Général du Premier Ministre	486 418	486 418
Paragraphe 6261	Heures supplémentaires	90 000	90 000
6262	Gratifications	4 164	4 164
6263	Indemnités spécifiques	377 984	377 984
6267	Primes de rendement	3 000	3 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	11 270	11 270

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Action 05	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES	439 000	439 000
Article 39 00 00	Dépenses Communes du Secrétariat Général du Premier Ministre	439 000	439 000
Paragraphe 6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	439 000	439 000
Action 06	RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES SERVICES	351 000	351 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	190 000	190 000
Paragraphe 2020	Etude d'organisation	120 000	120 000
2249	Construction, aménagement, rénovation des réseaux téléphoniques et médias	50 000	50 000
2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	20 000	20 000
Article 33 00 02	Direction des Affaires Administratives et Requêtes	43 000	43 000
Paragraphe 6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	43 000	43 000
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	118 000	118 000
Paragraphe 6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	35 000	35 000
6521	Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes	83 000	83 000
Action 07	DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE	2 210 500	2 210 500
Article 21 00 11	Cabinet du Premier Ministre	440 000	440 000
Paragraphe 6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	440 000	440 000
Article 21 00 20	Cabinet du Premier Ministre	849 500	849 500
Paragraphe 6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	400 000	400 000
2279	Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels, machines et installations techniques spécifiques à la fonction des services	25 000	25 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 000	10 000
6117	Frais d'habillement spécifiques aux activités des services(uniformes, tenues de travail)	7 000	7 000
6119	Achats de petits matériels et fournitures techniques spécifiques à la fonction	8 000	8 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	12 500	12 500
6174	Frais de réception	280 000	280 000
6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	107 000	107 000
Article 21 00 21	Cabinet du Directeur du Cabinet du Premier Ministre	63 000	63 000
Paragraphe 6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	60 000	60 000
6174	Frais de réception	3 000	3 000
Article 29 00 00	Dépenses Communes du Cabinet du Premier Ministre	330 000	330 000
Paragraphe 6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	190 000	190 000
6901	Provisions de fonctionnement	140 000	140 000
Article 31 00 10	Secrétariat Général	267 000	267 000
Paragraphe 6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	220 000	220 000
6901	Provisions de fonctionnement	47 000	47 000
Article 31 00 11	Cabinet du Secrétaire Général du Premier Ministre	63 000	63 000
Paragraphe 6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	60 000	60 000
6174	Frais de réception	3 000	3 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2013

CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	31 00 12	Cabinet du Secrétaire Général Adjoint du Premier Ministre	63 000	63 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	60 000	60 000
	6174	Frais de réception	3 000	3 000
Article	31 00 15	Conseiller Spécial N°1	27 000	27 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	25 000	25 000
	6174	Frais de réception	2 000	2 000
Article	31 00 16	Conseiller Spécial N°2	27 000	27 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	25 000	25 000
	6174	Frais de réception	2 000	2 000
Article	31 00 17	Conseiller Spécial N°3	27 000	27 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	25 000	25 000
	6174	Frais de réception	2 000	2 000
Article	31 00 18	Conseiller Spécial N°4	27 000	27 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	25 000	25 000
	6174	Frais de réception	2 000	2 000
Article	31 00 19	Conseiller Spécial n°5	27 000	27 000
Paragraphe	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	25 000	25 000
	6174	Frais de réception	2 000	2 000
TOTAL GENERAL DU CHAPITRE			14 562 000	14 312 000